



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

France

Fin du contentieux avec Google sur les droits voisins des médias

L'Autorité de la concurrence en France a accepté les engagements pris par le géant américain d'Internet, dans le dossier de la ... (Page 08)

Espagne

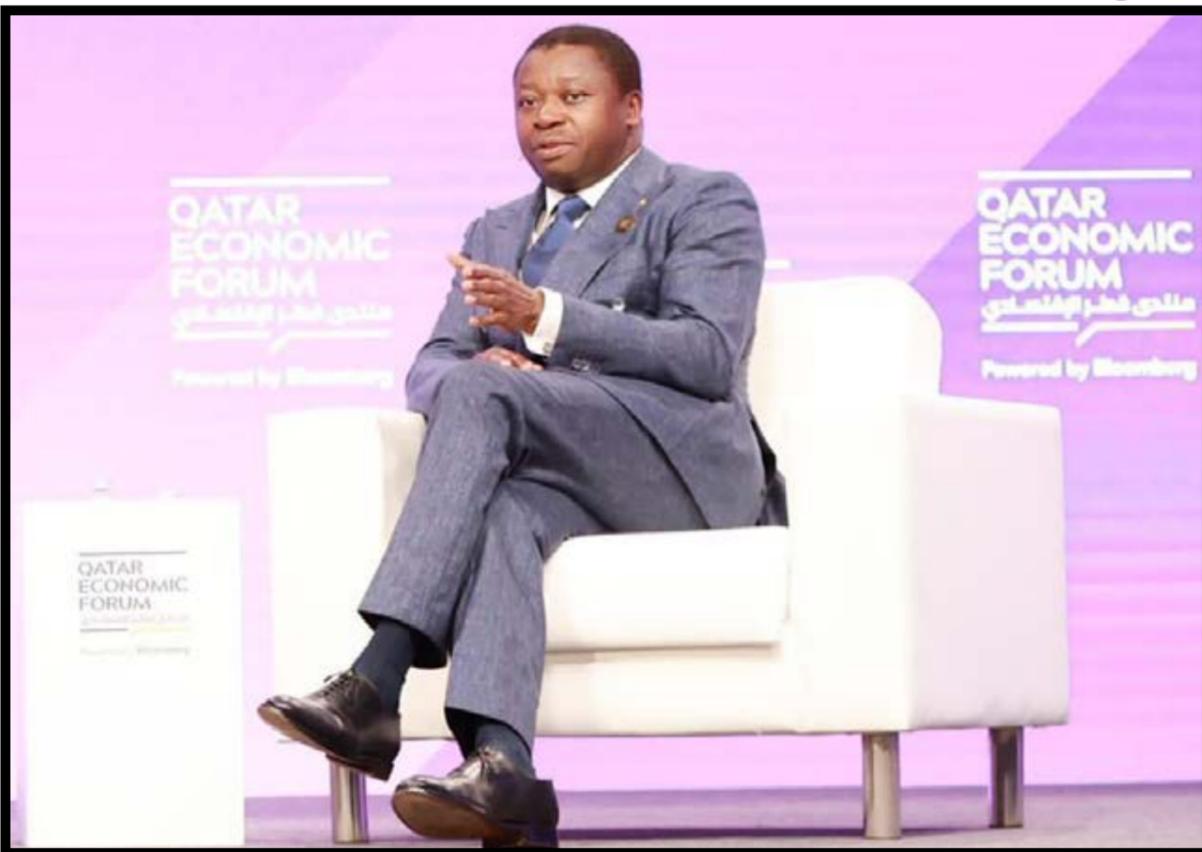
Nouvelle baisse de la TVA sur l'électricité

Le gouvernement espagnol a annoncé mercredi, une nouvelle baisse de la TVA sur l'électricité, qui sera ... (Pages 08)

2ème forum économique du Qatar

Faure Gnassingbé partage les expériences du Togo

(Page 03)



SOGEHP

La CNSS lance une opération d'ouverture de capital

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a officiellement lancé le 17 ... (Page 02)

Journées Portes Ouvertes

La Banque mondiale s'ouvre au public à Lomé ce jour

La Banque mondiale organise à Lomé des « Journées Portes Ouvertes » les 23 et 24 juin 2022 pour donner plus de visibilité aux opérations en cours... (Page 04)

Côte d'Ivoire

Le FMI salue une reprise à 7% en 2021

Cette année, les autorités ivoiriennes ont annoncé qu'elles espéraient une croissance d'au moins 7% comme lors de la ... (Page 06)

Investissement

(Page 04)

Diversifier les liens avec la diaspora togolaise



Edification de la paix

WANEP-Togo lance la célébration de ses 20 ans d'existence

La branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix ... (Page 11)

Cours des devises offert par

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	618,500	4,570	761,500	641,750	478,000	92,000	168,000
Vente	655,957	625,500	4,630	768,500	647,750	485,000	93,750	170,750

Société de Gestion et d'Exploitation Hospitalière (SOGEHP)

La CNSS lance une opération d'ouverture de capital

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a officiellement lancé le 17 juin 2022, à Lomé, une opération d'ouverture du capital de la Société de Gestion et d'Exploitation Hospitalière (SOGEHP) aux investisseurs privés.

● Bernard AFAWOUBO

Capitaliser la Société de Gestion et d'Exploitation Hospitalière (SOGEHP) à hauteur de 25,010 milliards de francs CFA, afin de constituer les fonds propres nécessaires à l'exploitation de ce projet qui est destiné à participer à l'amélioration de l'offre de service de santé de qualité et à augmenter le niveau de prise en charge des urgences tel est l'objectif visé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale en lançant officiellement le vendredi 17 juin dernier une opération d'ouverture du capital de cette société qui est en charge de la gouvernance de l'hôpital de référence « Dogta Lafié » l'ex « Saint Pérégrin ». Cette ouverture de capital permettra de diversifier son actionariat à hauteur de 49,975%, soit 10.000 actions. Le prix de vente d'une action est fixé à 1.500.000 F CFA, avec un minimum de souscription de 50 actions. « La gouvernance et la quête permanente d'une meilleure efficacité appellent à une coopération gagnant-gagnant. Et c'est ce qui justifie l'ouverture du capital aux autres partenaires et opérateurs économiques, afin de mieux mobiliser les moyens adéquats pour répondre aux ambitions et objectifs assignés à l'hôpital « Dogta Lafié ». Une belle occasion d'investir, en conformité avec la politique de développement fixée par le gouvernement



» a déclaré Gilbert Bawara, ministre de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social, président du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS). « En adhérant à ce financement participatif, vous contribuerez à assurer l'équipement de l'hôpital avec un plateau moderne et à le doter d'un personnel soignant hautement qualifié. Cette opération permettra, également, de renforcer la contribution du secteur privé, non seulement au dynamisme économique du Togo et au positionnement de Lomé comme destination de choix en matière de tourisme médical dans notre sous-région. Par la même occasion, vous répondez à vos vocations et responsabilités sociétales, en contribuant au bien-être des populations togolaises. Investir dans la santé sous forme de souscription d'actions, c'est aussi une belle stratégie de diversification et de sécurisation des placements, avec des perspectives de rentabilité confortable », a-t-il indiqué.

Un hôpital de niveau IV

A en croire, Ingrid Atafeinam Awadé, directrice générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et administrateur général de la SOGEHP, ce projet se situe dans l'Axe 1 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui place la promotion des services sociaux en priorité de l'action gouvernementale. Selon elle, la réalisation de cette initiative qui répond aux objectifs de placement des réserves de la CNSS, se justifie par l'existence d'une demande croissante, d'une part, et par la faiblesse de l'offre de soins, en général, et l'offre de soins de qualité, en particulier, d'autre part. « L'hôpital Dogta Lafié se positionne comme un hôpital de niveau IV. Il se distinguera, sur le plan sous-régional, par la diversité et la complémentarité de son offre de soins, la modernité de son infrastructure et la qualité optimale des soins prodigués aux patients par des équipes médicales hautement qualifiées évoluant dans un environnement technique de dernière génération », a-t-elle indiqué. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale, promoteur du projet et investisseur pour le bâtiment et les équipements, offre ainsi l'opportunité aux investisseurs intéressés à s'associer à elle à travers cette opération de souscription du 17 au 30 juin 2022.



AUX DECIDEURS...

L'importance des villes secondaires

Les petites villes d'Afrique sont généralement négligées alors qu'elles ne devraient pas être.

Souvent, quand on pense ou écrit sur l'urbanisation en Afrique, des mégapoles ou des villes primaires viennent à l'esprit. Peu, cependant, est écrit sur des villes secondaires. Pourtant, ce ne sont que trois des quelque 885 villes secondaires ou intermédiaires d'Afrique qui comptent déjà plus de 40 % de la population urbaine du continent. Leur part est très susceptible de croître avec le temps. Ces villes ont un rôle essentiel à jouer dans la trajectoire globale d'urbanisation de l'Afrique. Ils ont un certain nombre d'avantages. Il existe en fait des preuves mondiales provenant de pays en développement, qui démontrent que pour un niveau donné de croissance de la population urbaine, ces villes intermédiaires sont en fait globalement plus efficaces pour réduire la pauvreté que les villes principales.

Un autre avantage majeur des villes intermédiaires est que beaucoup ont encore la majeure partie de leur trajectoire de croissance à venir. Et, contrairement à de nombreuses villes primaires aux prises avec le poids d'une population nombreuse, les investissements dans les infrastructures des villes intermédiaires peuvent avoir lieu avant la colonisation. Si cela est fait, cela permet d'éviter les coûts financiers, politiques et sociaux substantiels de la modernisation. Mais cela nécessite un financement initial important. Pourtant, lever ce financement initial ainsi que les revenus nécessaires pour le rembourser est un défi. Bon nombre des options disponibles pour les villes intermédiaires lorsqu'il s'agit de générer des revenus locaux sont les mêmes que pour toutes les villes.

Il s'agit par exemple des réformes administratives visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la collecte des taxes et redevances. Ces réformes comprennent la mise à jour des rôles des contribuables ou la rationalisation des systèmes de paiement. L'avantage de ces types de réformes est qu'elles relèvent généralement de la compétence de la ville. Et une ville n'a pas nécessairement besoin d'obtenir les approbations d'autres niveaux de gouvernement.

Mais il y a un inconvénient majeur. L'augmentation des revenus de ces types de réformes administratives est limitée en fonction de l'efficacité atteinte.

Les villes peuvent également se concentrer sur des réformes pour modifier la composition de ce qu'elles peuvent collecter. Cela inclut les types de taxes et de frais, leurs taux et auprès de qui ils doivent les percevoir. De telles réformes nécessitent généralement des modifications des lois et des réglementations. Cela les rend plus longs et plus onéreux à mettre en œuvre.

Il existe également des opportunités particulièrement pertinentes pour les villes intermédiaires. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la capture de la valeur foncière. L'un des atouts les plus importants pour toutes les villes est le terrain sur lequel elles sont situées. Pour certaines villes, les terrains peuvent représenter 90 % de leur actif total. Le processus d'urbanisation se traduit par une raréfaction des terrains à mesure que les personnes et les entreprises commencent à s'installer dans les villes.

L'un des moyens pour ces villes de capter la valeur des terres consiste à planifier correctement l'expansion urbaine. La modification ou l'adoption de nouveaux plans de gestion de l'utilisation des sols, et l'impact qui en résulte sur la valeur des terres, peuvent constituer une source majeure de revenus pour une ville.

Une autre opportunité majeure consiste à exploiter le potentiel des transferts de fonds. Les recherches sur l'impact des envois de fonds sur les villes secondaires en Afrique sont encore rares. Néanmoins, les données provenant d'Amérique latine et des Caraïbes montrent que la majorité de ces flux se dirigent vers les villes et villages secondaires. Pour exploiter les envois de fonds comme source de financement, les villes doivent disposer de structures permettant l'absorption des fonds, ainsi que leur utilisation dans l'économie globale.

À court terme, les flux fiscaux intergouvernementaux resteront une part importante des budgets des villes intermédiaires. Cela signifie que trouver des moyens d'aider les gouvernements nationaux à améliorer et à stabiliser ces flux sera essentiel pour soutenir les investissements avant la colonisation.

Dans le même temps, il est essentiel de réduire la dépendance à l'égard de ces flux fiscaux intergouvernementaux en recherchant des moyens d'augmenter la génération de revenus propres des villes intermédiaires. Ceci est essentiel pour assurer la durabilité globale à plus long terme de ces villes intermédiaires et en particulier de leurs infrastructures et services publics, et ainsi libérer le dividende urbain pour l'ensemble du pays du processus d'urbanisation.

Junior AREDOLA

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

2ème forum économique du Qatar

Faure Gnassingbé partage les expériences du Togo

Présent à Doha dans le cadre du deuxième du Forum économique annuel, le Président de la République Faure Gnassingbé a séduit l'assistance par son intervention riche en contenu.

• Eyram AKAKPO

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé prend part depuis le 21 juin au deuxième du Forum économique à Doha au Qatar. Au premier jour de cette rencontre, le numéro un togolais a présenté une communication qui a séduit l'assemblée présente. Au cours de cet exercice qui a rassemblé un aréopage de représentants d'institutions financières internationales, d'entreprises et de diplomates, le chef de l'Etat a élargi la réflexion globale en s'inspirant des choix, des expériences et des perspectives du Togo. Seul intervenant en provenance d'un pays francophone d'Afrique au cours de la séquence consacrée au futur du continent, intitulée « In conversation with President Gnassingbé », le Président togolais a évoqué les ressorts de l'inclusion socio-économique de notre pays dans un contexte de crise sanitaire et économique, et mentionné les préoccupations posées par l'inflation et l'insécurité au plan régional. Faure Essozimna Gnassingbé n'a pas

manqué de mettre en lumière les avantages compétitifs du Togo et l'attractivité que représente la possibilité de développer des chaînes de valeurs, tout en profitant de la compétitivité du Port autonome de Lomé.

Défis sécuritaires

Face à la dégradation du contexte sécuritaire régional, une réponse multidimensionnelle est apportée, par le Togo, avec une composante essentielle sur la lutte contre la pauvreté. Le Togo met en œuvre une Feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui vise à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, consolider la paix, dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie, moderniser le pays et renforcer ses structures. « Un autre problème auquel la région est confrontée est la propagation de l'insécurité », a déclaré Gnassingbé selon des propos rapportés par Bloomberg L.P. La violence terroriste se déplace vers le sud à partir d'États sahéliens comme le Mali et le Burkina Faso.



Le Togo, qui a connu une attaque meurtrière en mai, a déclaré l'état d'urgence dans sa région la plus septentrionale des Savanes, qui partage une frontière avec le Burkina Faso. La violence "entrave nos efforts pour attirer les investisseurs" en augmentant le profil de risque du pays, a déclaré le chef de l'Etat togolais.

Les dépenses du Togo pour plafonner**les prix sont "insoutenable"**

Faure Gnassingbé, président du Togo, prend la parole lors d'une session au Forum économique du Qatar à Doha, au Qatar, le mardi 21 juin 2022. Le deuxième Forum économique annuel du Qatar réunit des chefs d'entreprise et des chefs d'État mondiaux pour s'attaquer à certains des problèmes les plus urgents au monde. « Le Togo prend des mesures pour remplacer

les principales importations et réduire les dépenses d'urgence visant à freiner l'inflation », a déclaré le président Faure Gnassingbé, rapporte Bloomberg L.P. « Le gouvernement dépense 20 millions de dollars par mois pour plafonner les prix des produits de base tels que le blé, le maïs et le carburant dans une économie de 8,5 milliards de dollars », a-t-il déclaré mardi au Forum économique du Qatar à Doha. « Ce n'est pas viable pour

nos finances, nous essayons donc de mettre en place une nouvelle stratégie à moyen et long terme », a déclaré le président.

Réduire la facture des importations

L'État prévoit d'exhorter les boulangers à mélanger du blé avec du manioc cultivé localement pour réduire la facture des importations, tandis que les conducteurs de motos à essence, le moyen de transport le plus utilisé, devraient également passer progressivement aux véhicules électriques. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a relevé son taux d'intérêt de référence à 2,25 % au début du mois, le relèvera probablement davantage après l'accélération du taux d'inflation à 6 %. La banque, également connue sous le nom de BCEAO, régleme le secteur financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, composée du Togo et de sept autres pays qui partagent une monnaie commune, le franc CFA ouest-africain. Il vise une inflation annuelle de 3 %.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Investissement

Diversifier les liens avec la diaspora togolaise

La diaspora apporte sa contribution au développement socioéconomique de son pays d'origine lorsqu'elle se sent impliquée et concernée. De passage à Lomé récemment, Samir Bouzidi, Ethnomarketer & expert international en mobilisation des diasporas africaines, Entrepreneur engagé – CEO de la startup solidaire "Impact Diaspora" au cours de discussions à bâton rompus, livre quelques astuces pour mieux capter les ressources de la diaspora.

● Joël YANCLO

Le potentiel économique et socioculturel de la diaspora joue un rôle non moins important dans le développement des pays d'origine. Les transferts d'argent à des proches, à des connaissances, ainsi que les investissements dans des entreprises stimulent l'économie des pays de provenance. Le Togo n'est pas du reste. Et c'est pour instaurer un climat de confiance rassurant que le pays a opté pour le recensement de sa diaspora. En effet, dans le cadre des initiatives du gouvernement en vue de renforcer les relations du Togo avec sa diaspora, une plateforme de recensement est lancée principalement pour réaliser la cartographie des Togolais dans le monde et à inventorier pour bien évaluer les besoins afin de pouvoir mieux y répondre. Pour l'Ethnomarketer, Samir Bouzidi, la diaspora togolaise serait forte d'environ 1,5 millions de personnes très bien intégrées dans leurs pays d'accueil. Des sources diplomatiques indiquent que les transferts financiers de la diaspora vers le Togo ont atteint 441 millions de dollars en 2020. Ce montant très important qui fait vivre des dizaines de milliers de familles au Togo, n'est pas réellement productif. Car, n'est pas investi dans le commerce ou l'industrie, donc pas de création d'emplois. Juste des apports pour acheter ou faire construire des maisons pour un retour un jour au pays éventuellement. Raison pour laquelle, le gouvernement voudrait faire évoluer les choses en impliquant davantage la diaspora dans des projets structurants sur le long terme. Il étudie la possibilité d'accorder des incitations fiscales et de faciliter l'implantation d'entreprises animées par des Togolais de l'étranger. Samir Bouzidi, CEO de la startup solidaire



« Diaspora Impact » abonde dans le même sens en invitant les autorités togolaises à diversifier les liens avec la diaspora, l'inciter à investir dans le tourisme, l'agrobusiness par exemple, lui offrir des facilités avec des signaux positifs de garantie pour son investissement au pays tout en mettant en place des canaux de dialogue. L'Ethnomarketer suggère également la réalisation d'un consensus national avec les Togolais se trouvant hors du territoire national en faisant d'eux des partenaires stratégiques de développement avec un programme pour booster l'investissement de la diaspora. Ce dernier ayant un intérêt pour des projets à fort impact.

Faire de la diaspora un acteur du développement

Nul n'ignore que la diaspora africaine est donc un maillon très important des relations entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Des études montrent que les migrants bien intégrés dans le pays d'accueil contribuent fortement au développement de leur pays de provenance. Le potentiel économique et socioculturel de la diaspora joue un rôle essentiel dans le développement des pays de provenance des migrants, dont les transferts d'argent à des proches et à des connaissances, ainsi que les investissements dans des petites entreprises stimulent l'économie sur place. Par-

lèlement, ils participent au développement du pays d'accueil par l'apport de savoir-faire, de connaissances et d'expériences. Le Togo est donc sur la bonne voie avec le processus de recensement de sa diaspora actuellement en cours.

L'expertise de « Impact Diaspora »

La startup solidaire « Impact Diaspora » a la capacité de connecter les diasporas et les engager vis-à-vis du pays d'origine grâce à sa maîtrise de ces écosystèmes complexes et de son approche basée sur l'ethnomarketing, la data intelligence et les nouvelles technologies... la maîtrise des principaux défis stratégiques africains liés aux diasporas, l'amélioration de la gouvernance institutionnelle des relations avec la diaspora aux niveaux international, national et local. Entre autres « Impact Diaspora » intervient pour renforcer la connaissance sur les besoins et le potentiel de la diaspora ; cultiver le capital confiance avec la diaspora ; soutenir la contribution économique et sociale de la diaspora dans des secteurs stratégiques clés (recherche, investissement, épargne, investissement, export, tourisme, soft power...) pérenniser en budgétisant les moyens souverains, l'audit des expertises publiques et privées...

Journées Portes Ouvertes

La Banque mondiale s'ouvre au public à Lomé ce jour

La Banque mondiale organise à Lomé des « Journées Portes Ouvertes » les 23 et 24 juin 2022 pour donner plus de visibilité aux opérations en cours de mise en œuvre au Togo.

● Joël YANCLO

Sous le Haut Patronage du Premier Ministre, S.E. Mme Victoire Dogbe, et en collaboration avec le Ministère de la planification du développement et de la coopération, la Banque mondiale organise des « Journées Portes Ouvertes » les 23 et 24 juin 2022. Cet événement vise à célébrer les fruits du Partenariat entre le Togo et le Groupe de la Banque mondiale et à donner plus de visibilité aux opérations en cours de mise en œuvre. Le public est invité à ces Journées Portes Ouvertes pour découvrir les différents projets et programmes financés par la Banque mondiale et la Société financière internationale (IFC) au Togo – IFC est une institution du Groupe de la Banque mondiale qui appuie le développement du secteur privé. Ces « Journées Portes Ouvertes » ont lieu sur le site du Bureau de la Banque mondiale à Lomé (Cité OUA, Boulevard Gnassingbe Eyadéma, non loin de la Primature).

Situation économique

Après un ralentissement de la croissance du PIB à 1,8 % pendant la pandémie de COVID-19 en 2020, le pays a connu un rebond à 5,3 % en 2021, reflétant un progrès dans le secteur des services. Du côté de la consommation, les dépenses des ménages et les in-



vestissements publics et privés ont fortement contribué à la reprise. L'investissement public devrait rester fort en 2022 en raison de la mise en œuvre de la "Feuille de route Togo 2020-2025", diminuant progressivement au profit de l'investissement privé au cours des prochaines années. L'inflation reste une préoccupation en raison de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole. Le déficit des transactions courantes s'est élargi à 3,2 % en 2021, soit plus du double de son niveau de 2020. Les dons et les prêts concessionnels ont contribué à financer le déficit de la balance courante. Le déficit budgétaire est resté élevé, à 6,5 % du PIB en 2021, entraînant une augmenta-

tion de la dette publique de 60,3 % du PIB en 2020 à 64,7 % en 2021. Le chemin vers une reprise inclusive et durable dépendra de la gestion réussie des risques qui pourraient réduire la marge de manœuvre budgétaire et décourager l'investissement privé. Il s'agit notamment des obstacles à la mise en œuvre de la « Feuille de route Togo 2020-2025 », des fluctuations des prix internationaux dues à des chocs d'offres, des risques sécuritaires dans le nord du pays, des nouvelles vagues de COVID-19, de la dette intérieure croissante et coûteuse, et des risques budgétaires liés aux partenariats publics privés, aux entreprises publiques et aux subventions intérieures.

Institute for Economics & Peace

Le Togo progresse sur l'indice mondial de la paix 2022

Le Togo a gagné 7 places dans le dernier classement de l'indice mondial de la paix (Global Peace Index /GPI), publié en milieu de semaine dernière (mercredi 15 juin), par le Think tank australien Institute for Economics and Peace (IEP).

Il fait partie des pays africains ayant le plus amélioré leur performance, sur ce classement qui mesure le degré de pacifisme dans 163 pays du monde en examinant 23 indicateurs. Notamment les décès dus aux conflits internes et externes, le terrorisme, l'instabilité politique, les dépenses militaires en pourcentage du PIB, le niveau de criminalité, l'accès aux armes

à feu et les relations avec les pays voisins. Le pays obtient un score de 2,094, pour se positionner à la 102^e place, au niveau mondial et à la 20^e en Afrique. De plus, le Togo est l'un des pays où l'impact économique de la violence a le plus fortement diminué, avec une réduction de plus de 25 % entre 2020 et 2021 (avec la Guinée-Équatoriale et la Bulgarie). En Afrique,

c'est l'Angola qui a connu la plus forte progression (en gagnant 14 places dans le classement pour occuper la 78^e position à l'échelle mondiale). En termes de progression, le Togo vient derrière la Gambie (+10), la Zambie (+10), l'Algérie (+10), le Rwanda (+9), le Maroc (+9), le Gabon (+9) et la République du Congo (+7).

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE
.....
La Commission
.....



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 017/2022/AO/COM/UEMOA

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de quatre (04) semaines.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Donikpo KONE**, Email : dkone@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres dans les bureaux de Représentation de l'UEMOA où à la Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières (DACM) de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA au profit de la Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité (DTC).
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,**


Alfoune THIOUNE

Nomination à la BAD

Jacques Edjangué chargé de la gestion des personnes et des talents

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, le 20 juin 2022 à Abidjan, la nomination de Jacques Edjangué au poste de Vice-président par intérim du Complexe chargé de la gestion des personnes et des talents.



● Eyram AKAKPO

Jacques Edjangué de nationalité camerounaise, est l'actuel directeur par intérim du Département de la gestion des ressources humaines, ainsi que du Département des services linguistiques. Professionnel chevronné et leader stratégique, il jouit d'une vaste et riche expérience au sein de la Banque. A la tête du Département de la gestion des ressources humaines, dont il est le directeur par intérim depuis juin 2020, Jacques Edjangué a supervisé l'élaboration et la mise en œuvre de nombreuses initiatives et réformes majeures telles que la révision complète du Statut et du règlement du personnel ou du Cadre de gestion de la performance. « Je tiens à remercier le président Adesina pour cette nomination qui m'offre l'occasion de continuer à assurer le leadership et à donner les orientations nécessaires pour la refonte, la gestion et la mise en œuvre des stratégies et priorités institutionnelles en matière de développement

des ressources humaines à la Banque », a déclaré Edjangué, à sa nomination. Avant de rejoindre la Banque, il a dirigé les Services linguistiques et des conférences du Secrétariat du Groupe international d'éminentes personnalités, créé par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Il fut également l'interprète personnel de Ketumile Masire, ex-président du Botswana et facilitateur du processus de paix en République démocratique du Congo. Nommé directeur adjoint et représentant permanent adjoint à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en 2000, il a représenté l'OIF auprès de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. « J'ai le plaisir de nommer Jacques Edjangué au poste de vice-président par intérim du Complexe de la gestion des personnes et des talents. Au cours des deux dernières années où il était en charge du Département des ressources humaines, Jacques a fait

preuve d'une connaissance et d'une expérience pratique profondes en matière de ressources humaines et de gestion du personnel. Il contribuera à donner le leadership nécessaire pour orienter cette nouvelle vice-présidence, pendant que l'on continue de prospecter à l'international pour trouver le vice-président titulaire du nouveau Complexe en charge de la gestion des personnes et des talents, et jusqu'à ce que celui-ci soit nommé » a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. Titulaire d'un MBA de l'université d'État du Colorado aux États-Unis, Jacques Edjangué détient aussi deux Master II de l'université de Buea au Cameroun, l'un en interprétation et l'autre en traduction. À quoi s'ajoutent une maîtrise en littérature afro-américaine de l'université camerounaise de Yaoundé I, un diplôme de littérature anglaise de l'université britannique d'East Anglia et un autre en leadership et en négociation de l'université de Harvard, aux États-Unis.

Afrique

CrossBoundary mobilise 25 M\$ pour le financement des mini-grids solaires

Le mécanisme de financement CrossBoundary Energy Access (CBEA) annonce la mobilisation de 25 millions de dollars pour le déploiement des mini-réseaux électriques alimentés à l'énergie solaire en Afrique au sud du Sahara. Les fonds sont apportés par trois investisseurs à impact.

Le financement de 25 millions de dollars annoncé par CrossBoundary Energy Access (CBEA) a été mobilisé auprès d'Arch Emerging Markets Partners, Bank of America et Microsoft Climate Innovation Fund, un mécanisme de financement climatique d'un milliard de dollars lancé par le géant américain de l'information Microsoft. Ce financement permettra d'accélérer le déploiement des mini-réseaux électriques alimentés à l'énergie solaire, avec stockage en Afrique subsaharienne. Selon CBEA, le financement obtenu auprès

de ces trois investisseurs à impact permettra de mobiliser 25 millions de dollars supplémentaires sous forme de dette senior pour déployer 50 millions de dollars de capital dans son portefeuille de mini-réseaux solaires à court terme. Avec une combinaison de centrales solaires et de systèmes de stockage par batterie, CBEA prévoit déployer des mini-réseaux autonomes d'une valeur globale de 150 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

L'impact sur 200 000 ménages

Ces installations devraient

fournir l'accès à l'électricité à un million d'Africains, principalement des Subsahariens. « Pour atteindre l'accès universel à l'électricité en Afrique, il faut mettre à l'échelle des solutions énergétiques abordables et propres. L'approche innovante de CrossBoundary Energy Access en matière de mini-réseaux débloque des solutions énergétiques propres pour les millions d'Africains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité », affirme Brandon Middaugh, le directeur du Microsoft Climate Innovation Fund.

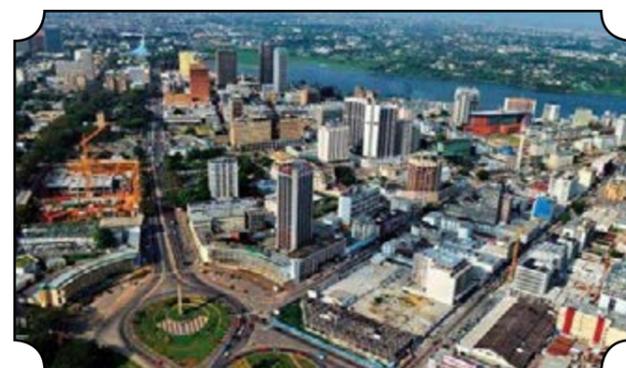
Avec afrik21

Côte d'Ivoire

Le FMI salue une reprise à 7% en 2021

Cette année, les autorités ivoiriennes ont annoncé qu'elles espéraient une croissance d'au moins 7% comme lors de la reprise économique de 2021. Mais d'après le FMI, les pressions inflationnistes en provenance d'Ukraine devraient ralentir cette performance et la limiter à une croissance de 6%.

Avec une croissance de 7% en 2021, l'économie ivoirienne s'est montrée résiliente à la Covid-19 grâce à stabilité macroéconomique et des politiques efficaces mises en place par les autorités pour répondre à la crise sanitaire. C'est ce qu'a indiqué le Fonds monétaire International (FMI) ce 17 juin 2022, à l'issue de consultations menées par son conseil d'administration. « L'économie s'est fortement redressée en 2021 avec une croissance estimée à 7% (contre 2% en 2020), tandis que l'inflation annuelle s'est hissée à 4,2% en raison des chocs externes et de l'offre. Le déficit budgétaire global a atteint 5,1% du PIB (ce qui est inférieur aux prévisions), principalement en raison des améliorations observées dans le recouvrement des recettes douanières et dans l'administration fiscale, qui ont compensé l'augmentation des dépenses de sécurité » précise un communiqué du Fonds. Alors que les premiers cas du virus avaient entraîné une mise en place rapide de restrictions, la Côte d'Ivoire semble être sortie de la zone rouge économique, mais également sanitaire. « Le nombre de décès liés à la Covid-19 y reste faible si on le compare aux



chiffres du reste du monde. La campagne de vaccination se poursuit et environ 70% de la population visée a déjà reçu une première dose » souligne le FMI. Malgré ces performances, l'institution indique que la croissance 2022 devrait être moins forte que celle de l'année dernière. En cause, les tensions inflationnistes dues à la crise russo-ukrainienne qui a fait flamber les prix des produits alimentaires et poussé les autorités ivoiriennes à mettre en place des subventions pour plus de 650 millions \$ depuis janvier. « La détérioration de l'environnement extérieur due à la guerre en Ukraine et les défis liés à la sécurité dans la région devraient peser sur les perspectives macroéconomiques en 2022. Les services du FMI estiment que la croissance devrait ralentir et s'établir à 6% cette année en raison de

l'atonie de la demande mondiale, de la détérioration des termes de l'échange et d'une incertitude accrue, tandis que l'inflation devrait encore augmenter pour atteindre environ 5 1/2% » souligne le FMI. Bien qu'une croissance de 6% reste élevée surtout vu le contexte économique actuel, l'annonce du FMI est moins optimiste que celle du gouvernement qui table sur une croissance d'au moins 7% pour cette année et jusqu'en 2025. Pour y arriver, les autorités comptent sur les premiers investissements d'un plan national de développement (PND) élaboré pour les cinq prochaines années, et pour un montant 94,74 milliards de dollars, dont 24,65 milliards \$ devraient provenir du secteur public et 70,09 milliards \$, soit 74% du montant, du secteur privé.

Avec Agence Ecofin

Startups tech africaines

Proparco et Digital Africa vont apporter des solutions de financement

Dans le cadre de sa feuille de route 2022-2025, Digital Africa, en partenariat avec Proparco, accompagnera 200 startups africaines à différents stades de leur croissance avec une large gamme d'offres à leur disposition. Cette mobilisation conjointe et durable verra la mise en place de nouveaux mécanismes d'investissement et d'accompagnement pour accompagner les startups tech « Made in Africa ».

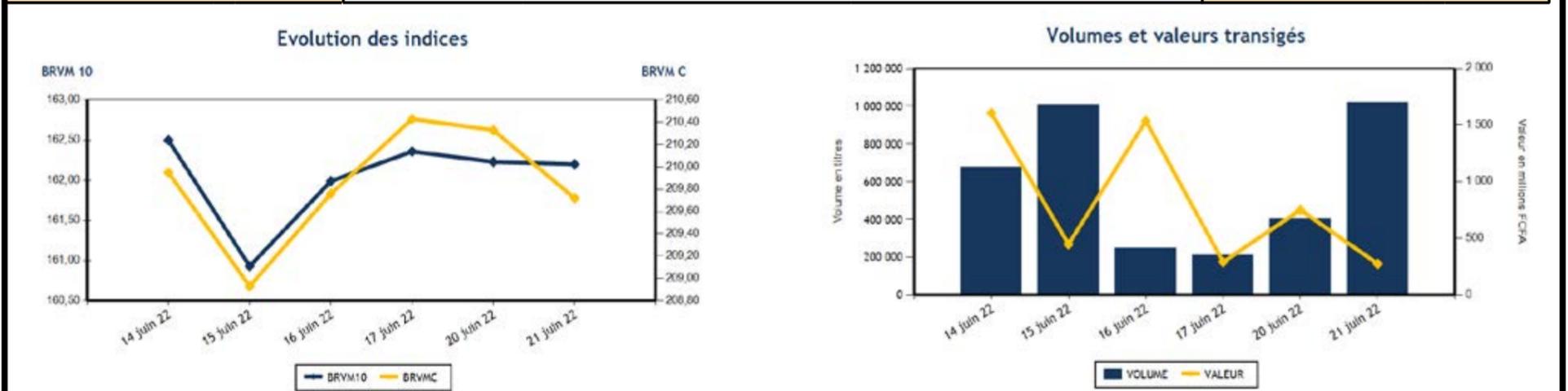
● Vivien ATAKPABEM

Convaincue que les innovations numériques ont un impact transformateur unique dans tous les secteurs de l'économie et sont un moteur de changement pour le continent, Digital Africa lancera le fonds Fuzé en septembre. Ce modèle répond parfaitement aux préoccupations des start-ups technologiques africaines en phase de démarrage, avec une solution de financement échelonnée conditionnée à la progression de l'entreprise. Cette approche est centrée sur la réussite des entrepreneurs et vise à créer les leviers nécessaires pour franchir les premières étapes, autrement difficiles à atteindre sans accompagnement. Les startups

africaines de la Tech dont les besoins en phase d'amorçage oscillent entre 20 000 et 30 000 € peuvent désormais aspirer à trouver des financements auprès de Digital Africa, tout en recherchant des capitaux auprès d'autres investisseurs. Stéphan-Eloise Gras, Chief Executive Officer, Digital Africa : "Seed est l'un des moments les plus excitants mais aussi les plus difficiles du parcours entrepreneurial en Afrique. Nous nous associons à Proparco pour apporter des solutions concrètes à toutes les étapes et dans tous les aspects de la vie d'une startup. Grâce à la technologie, les talents africains peuvent montrer au monde que les produits et innovations Made in Africa ont le potentiel de devenir des références mondiales pour une

croissance durable." Le programme FUZE entre Digital Africa et Proparco offrira un continuum unique de solutions de financement pour les startups africaines, de l'idéation à la mise à l'échelle. Proparco accompagne depuis plusieurs années le financement des startups africaines, soit en direct, soit en appui à l'écosystème du capital-risque, et Digital Africa renforce cette offre pour accompagner encore plus les startups en phase d'idéation. Françoise Lombard, directrice générale de Proparco : "En rejoignant Proparco, Digital Africa renforce l'engagement du groupe AFD dans l'entrepreneuriat. Notre défi est d'offrir aux entrepreneurs un accompagnement complet à toutes les étapes de leur croissance.

BRVM 10	162,20	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 117 mardi 21 juin 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	209,72
Variation Jour	↓ -0,02 %		Variation Jour	↓ -0,29 %
Variation annuelle	↑ 5,66 %		Variation annuelle	↑ 3,68 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 312 965 345 012	-0,29 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 018 777	167,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	270 341 402	-46,38 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	9	50,00 %
Nombre de titres en baisse	14	0,00 %
Nombre de titres inchangés	18	-10,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 795	7,49 %	-30,16 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	900	5,88 %	-6,25 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	4,55 %	13,30 %
SETAO CI (STAC)	1 520	3,40 %	108,22 %
NESTLE CI (NTLC)	7 100	1,43 %	54,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 741 025 843 856	-0,63 %
Volume échangé	436	-98,23 %
Valeur transigée (FCFA)	4 364 000	-98,23 %
Nombre de titres transigés	7	16,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	5	400,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 600	-5,14 %	-14,08 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 280	-4,48 %	-23,81 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 315	-4,01 %	-11,45 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	865	-3,89 %	-27,31 %
SMB CI (SMBC)	7 150	-2,65 %	3,62 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,83	0,01 %	6,10 %	8 564	51 680 765	27,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	470,46	0,33 %	4,81 %	11 645	111 827 285	9,55
BRVM - FINANCES	15	77,60	-0,70 %	0,61 %	988 529	64 657 232	7,36
BRVM - TRANSPORT	2	437,17	-0,27 %	-29,73 %	103	184 885	7,01
BRVM - AGRICULTURE	5	345,83	0,32 %	42,14 %	2 681	28 543 435	6,36
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,03	-1,68 %	-8,20 %	7 249	13 438 620	30,19
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 875,50	3,40 %	108,22 %	6	9 180	18,25
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,35	
Taux de rendement moyen du marché	6,08	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,74	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 280 126,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 588 346 236,62	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	13,77	
Ratio moyen de satisfaction	34,82	
Ratio moyen de tendance	252,85	
Ratio moyen de couverture	39,55	
Taux de rotation moyen du marché	0,10	
Prime de risque du marché	6,07	
Nombre de SGI participantes	24	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 26
Fax : (229) 21 31 23 27



BRVM/BA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de l'Union des Bourgeois
17, Rue de la République
BP 1000 Ouagadougou 01
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 74



BRVM/CI
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
de Côte d'Ivoire
Palais, 18, Rue Joseph Anoma
CI BP 2002 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 51 51
Fax : (229) 20 32 47 77



BRVM/GH
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire
Palais des Banques
BP 18
Tél : (233) 30 20 10 10
Fax : (233) 30 10 10



BRVM/ML
Institution SOUS-AUT 2000 Bamako
BP 11 1200 - Bamako
Tél : (229) 44 80 10 10
Fax : (229) 44 80 10 11



BRVM/NI
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
de Niger, Place de la Liberté
BP 10 200 Niamey
Tél : (227) 20 10 00 00
Fax : (227) 20 10 00 01



BRVM/SE
T. rue Jean Morvan
BP 4000 Dakar - Sénégal
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 18



BRVM/TO
4881, Boulevard G. GNASSONGBE Eyalé, Lomé
BP - SODELomé
Tél : (228) 22 44 25 16
Fax : (228) 22 25 21 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

France

Fin du contentieux avec Google sur les droits voisins des médias

L'Autorité de la concurrence en France a accepté les engagements pris par le géant américain d'Internet, dans le dossier de la rémunération des médias.

L'Autorité considère que les engagements proposés par Google sont de nature à mettre un terme aux préoccupations de concurrences exprimées», a indiqué mardi, dans un communiqué, l'Autorité française de la concurrence. Celle-ci a mis fin en France à la procédure contentieuse entre les médias français et le géant technologique américain dans le dossier des droits voisins. Ce contentieux avait été ouvert en 2019 par le SEPM (structure représentant des magazines), l'Apig (structure représentant des quotidiens) et l'Agence France-Presse (AFP). Tous réclamaient que Google les rémunère au titre des droits voisins, dans le cadre de l'utilisation de leurs contenus. En juillet 2021, l'Autorité de la concurrence avait condamné Google à 500 millions d'euros d'amende pour ne pas avoir négocié «de bonne foi» avec les éditeurs de presse. Cette condamnation devient définitive, Google allant retirer son appel, a précisé mardi, l'Autorité de la concurrence. Google s'est par ailleurs engagé à «négocier de bonne foi» avec les éditeurs et agences de presse qui le souhaitent et «à faire une proposition de rémunération» dans les trois mois, ainsi qu'à fournir les informations



● Google avait été condamné à 500 millions d'euros d'amende. AFP

techniques «permettant une évaluation transparente de la rémunération proposée par Google». Ces engagements, qui deviennent obligatoires, «s'appliqueront pour une durée de cinq ans, et seront renouvelables une fois pour une période de cinq ans», a souligné l'Autorité.

Des accords signés

Depuis que le conflit a commencé à se dénouer ces derniers mois, quelque 140 publications ont signé des contrats de rémunération avec Google au titre des «droits voisins», en vertu d'accords-cadres signés avec l'Apig et le SEPM, avait indiqué Google à l'AFP, le 13 juin. Google a également signé un accord avec l'AFP en novembre 2021, ainsi que d'autres accords indi-

viduels avec des journaux, comme «Le Monde», qui représentent environ «une dizaine» de titres. Tous les montants sont confidentiels. Les droits voisins du droit d'auteur ont été institués pour les plateformes numériques en 2019, par une directive européenne. Ils permettent aux journaux, magazines ou agences de presse de se faire rémunérer lorsque leurs contenus sont réutilisés sur Internet par les géants comme Google, dont le moteur de recherche affiche des extraits de presse, dans ses pages de résultats. Leur mise en place découle d'une rude bataille, tant le principe était combattu par les géants du Net.

(AFP)

Crise énergétique

L'Allemagne va retourner au charbon, mais pas pour longtemps

La mesure doit permettre de compenser les baisses de livraisons de gaz russe, mais le pays prévoit d'abandonner le charbon «idéalement» en 2030.

L'Allemagne, qui a annoncé un recours accru au charbon pour compenser les baisses de livraisons de gaz russe, promet que cette solution sera temporaire et ne change rien à son objectif d'abandonner cette énergie polluante en 2030. L'objectif d'abandonner le charbon «idéalement» en 2030 est un point central du contrat de coalition du chancelier social-démocrate Olaf Scholz avec ses partenaires écologistes et libéraux. Le gouvernement s'est néanmoins résolu à annoncer, dimanche, qu'il utiliserait des centrales à charbon dites «de réserve», ne servant actuellement qu'en dernier recours, pour garantir la sécurité énergétique du pays, alors que la Russie réduit progressivement ses flux de gaz vers l'Europe.

Recours «provisoire» au charbon

Ce recours au charbon sera «provisoire», a promis dimanche le ministre de l'Économie et du Climat, le Vert Robert Habeck, reconnaissant qu'il s'agissait d'une décision «amère». «La sortie du charbon en 2030 n'est pas du tout vacillante», a assuré lundi un porte-parole du ministère de l'Économie et du Climat. Ce calendrier est même «plus important que jamais», a ajouté ce porte-parole, Stephan Gabriel Haufe. La prolongation de certaines centrales sera «une mesure à court terme», sur une période «limitée», jusqu'en mars 2024, a insisté lundi le gouvernement. Concrètement, certaines centrales resteront opérationnelles plus longtemps que prévu dans le plan de transition énergétique allemand.

(AFP)

Industrie rassurée

Experts et politiques s'attendent à ce que la Russie ferme davantage le robinet dans les prochains mois, un casse-tête compte tenu des besoins immenses de l'industrie allemande. La situation est «sérieuse» pour l'Allemagne, qui continue d'importer 35% de son gaz de Russie – contre 55% avant la guerre –, même si l'approvisionnement du pays reste pour l'instant garanti, selon Robert Habeck. Le gouvernement allemand a dit ne pas pouvoir encore évaluer pour quels volumes supplémentaires il fera appel aux centrales à charbon. «Cela dépendra du marché de l'énergie et de la situation de l'approvisionnement» en gaz dans les prochains mois, a souligné le ministère de l'Économie.

L'éco en bref

La Grèce et la République tchèque intéressées par l'achat de F-35

La Grèce et la République tchèque ont exprimé leur «intérêt» pour l'achat d'avions de chasse F-35 à l'américain Lockheed Martin, a déclaré un responsable du groupe, lors d'une conférence de presse organisée au salon de l'aéronautique de Berlin, alors que le succès de cet appareil met à mal les projets de défense commune en Europe. Le groupe est «en discussion» avec ces deux pays, a-t-il ajouté. «Et autant que nous sachions, la République tchèque est proche d'une décision», a précisé M. McDonald. Concernant la Grèce, il s'agit de compléter la flotte de 18 Rafales achetées l'an dernier à la France pour 2,5 milliards d'euros. Le F-35 est actuellement considéré comme l'avion de chasse le plus performant sur le marché. Grâce à sa forme et à un revêtement spécifique de sa surface, il est difficilement détectable par les capteurs radar ou infrarouge.



Les prix au plus haut depuis 5 ans en Afrique du Sud

Les prix à la consommation en Afrique du Sud sont au plus haut depuis cinq ans, bondissant de +6,5% en mai par rapport à la même période en 2021, au-delà de la fourchette fixée par la banque centrale, selon les statistiques officielles publiées mercredi. «Il s'agit du résultat le plus élevé depuis janvier 2017, lorsque le taux était de 6,6%», a indiqué l'Agence gouvernementale des statistiques (StatsSA) dans un communiqué. Le taux était à 5,9% en mars et avril. La banque centrale de la première puissance industrielle d'Afrique veut maintenir l'inflation dans une fourchette de 3% à 6%. L'institution financière a relevé son taux d'intérêt de référence à plusieurs reprises ces derniers mois, en raison d'une hausse persistante des prix.

Nouvelle baisse de la TVA sur l'électricité en Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé mercredi, une nouvelle baisse de la TVA sur l'électricité, qui sera plafonnée à 5%, afin de limiter l'impact de l'inflation record alimentée par la guerre en Ukraine. «Voilà un an, nous avons baissé la TVA sur l'électricité de 21 à 10%. Lors du prochain Conseil des ministres, nous la réduirons de 10 à 5% pour continuer de protéger les citoyens face aux effets de la guerre», a déclaré le Premier ministre, Pedro Sanchez, à la Chambre des députés, sans préciser combien de temps cette mesure serait en vigueur. Le gouvernement de gauche espagnol, qui avait adopté fin mars, un paquet de mesures anti-inflation d'une durée de trois mois, doit en adopter d'autres, samedi, lors d'un Conseil des ministres extraordinaire, afin d'atténuer les effets de la hausse des prix, qui a atteint 8,7% sur un an au mois de mai. L'exécutif n'a pas précisé à ce stade les autres mesures devant être adoptées samedi.

Le président américain veut suspendre une taxe sur les carburants

Le président Joe Biden va demander jeudi, au Congrès américain, de suspendre pour trois mois une taxe fédérale sur les prix de l'essence qui flambent et mécontentent les Américains, à quelques mois des élections de mi-mandat. La Maison-Blanche veut supprimer jusqu'en septembre, une taxe fédérale de 18 cents par gallon (3,78 litres) et appelle les Etats, qui taxent également l'essence à la pompe, à faire de même, afin «de soulager directement les consommateurs américains qui souffrent de la hausse des prix de Poutine», ont indiqué de hauts responsables de l'Administration.

Le prix du pétrole plonge de 5%

Les prix du pétrole plongeaient de plus 5%, mercredi, les marchés s'inquiétant qu'une forte hausse des taux d'intérêt visant à contenir l'inflation n'entraîne une récession. Vers 9h20, le baril de Brent perdait 5,2% à 108,62 dollars, tandis que le WTI chutait de 5,6% à 103,31 dollars. Ces derniers mois, le brut a atteint des sommets, la guerre en Ukraine faisant craindre que l'offre ne puisse satisfaire la demande d'économies qui rouvrent, notamment en Chine, après des mois de confinements.



Sélection AFP & REUTERS

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
17 ^{ème} Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	www.afreximbank.com
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Méfiez-vous des opérations boursières ou immobilières aujourd'hui, car elles cacheront bien des embûches en raison des mauvais aspects de la Lune. N'allez pas non plus vous endetter pour mettre sur pied des projets qui ont peu de chance de voir le jour, tant ils manquent de bases solides.

Taureau Ce ne sont pas des bonnes affaires et des placements intéressants qui manqueront aujourd'hui. Vous n'aurez que l'embarras du choix. Mais il faudra rester vigilant pour ne pas engager vos économies dans un projet perdu d'avance.

Gémeaux Jupiter accroîtra sensiblement vos ressources. Son influence pourra correspondre à l'obtention d'une prime quelconque. Mais, comme plus souvent il joue sur des rentrées qui ne dépendent pas directement de votre travail personnel, il peut indiquer dans certains cas la promesse ou l'arrivée d'un héritage et, dans d'autres, l'obtention d'une bourse, ou encore l'amélioration d'une retraite, d'une pension.

Cancer Vous qui tenez à préserver l'équilibre de vos comptes, pourrez vous sentir pleinement rassuré sur le plan pécuniaire. Aucune planète ne viendra en effet menacer les secteurs de votre thème liés aux finances. A l'inverse, il ne faut pas non plus vous attendre à des rentrées mirobolantes. Vous aurez envie de faire plaisir à votre entourage, vous pourriez même craquer pour un achat coûteux ; mais vous ne risquez pas de confondre générosité et gaspillage.

Lion L'ambiance astrale générale laisse craindre des déceptions en affaires, peut-être un vol ou une perte d'argent, voire une escroquerie. Si vous prêtez de l'argent, ne pensez pas à pouvoir le récupérer. Mais, au fait, pourquoi prêtez-vous de l'argent ? "Prêter, c'est acheter une querelle" (proverbe indien).

Vierge Côté finances, la prospérité sera au rendez-vous. Eh oui, vous serez en mesure de faire fructifier vos ressources, grâce à des placements habiles et à une gestion efficace de votre budget. Mais méfiez-vous de la griserie que vous insufflera Mercure et qui pourrait vous amener à jeter votre argent par les fenêtres.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion En raison de cet aspect de Saturne, faites preuve aujourd'hui de la plus grande prudence et de la plus stricte rigueur dans le maniement de l'argent, surtout s'il s'agit d'investissements immobiliers à plus ou moins long terme. Céder à votre impulsivité reviendrait à vous attirer des problèmes inextricables.

Sagittaire Vous allez entrer dans une période faste concernant vos finances. Tous ceux d'entre vous qui tirent le diable par la queue vont enfin pouvoir équilibrer leur compte, grâce à une prime quelconque ou à une diminution des dépenses courantes. Ceux qui s'en sortent déjà bien vont pouvoir arrondir sérieusement leur bas de laine et envisager un achat important. Seront également favorisés les placements de tous ordres et les emprunts à long terme.

Capricorne Côté finances, vous risquez d'avoir quelques problèmes. Cela n'est pas du tout étonnant : comme vous ne voudrez pas vous priver de quoi que ce soit, l'argent filera à toute allure. Heureusement, une petite rentrée d'argent est prévue pour aujourd'hui.

Verseau Ne succombez pas à la tentation de l'argent facile ! Sous l'impulsion de Mars mal aspecté, beaucoup d'entre vous vont certainement se laisser entortiller par les attrape-nigauds en tous genres, tandis que beaucoup d'autres se lanceront dans les placements mirobolants en se croyant prévoyants. Pour l'instant, les astres ne semblent pas vouloir vous consentir une chance, même minime, de gagner votre pain sans sueur à votre front. Et puis, ce n'est jamais quand on en a vraiment besoin que la chance nous sourit.

Poissons Montrez-vous prudent en matière pécuniaire. Vous aurez sans doute une occasion d'améliorer vos revenus, mais il vous faudra rester extrêmement discret si vous voulez en profiter. Si vous parlez à tort et à travers, vous risquez de gâcher cette opportunité.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Projet : SafeVeg - Des légumes sains produits localement pour les consommateurs de l'Afrique de l'Ouest.

Composante 3 : « Production de légumes sains, résilience climatique et pratiques post récolte ».

Titre : Appel à candidature pour le recrutement d'un étudiant doctorant

Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet SafeVeg, le CIRAD collabore avec des chercheurs de différentes institutions nationales de recherche dont l'Institut National des Recherches Agricoles au Bénin (INRAB), l'Institut de l'Environnement et Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso et l'Institut d'Économie Rurale (IER) au Mali.

Le flétrissement bactérien causé par le complexe d'espèces *Ralstonia solanacearum* est responsable de dégâts considérables sur les cultures maraîchères en zone tropicale et subtropicale humide. Sa gamme d'hôtes très étendue et sa plasticité génomique en ont fait l'un des modèles bactériens majeurs en phytobactériologie. Les moyens de lutte contre cette maladie reposent principalement sur la résistance variétale mais cette résistance est partielle et fortement dépendante de l'environnement. D'autre part, les mesures prophylactiques permettant de prévenir et de limiter l'infestation des parcelles s'avèrent souvent peu efficaces en conditions hautement favorables au développement de la maladie. L'élaboration de méthodes de gestion durables, efficaces, facilement accessibles et utilisables par de petits producteurs en particulier dans les bassins de production maraîchers représente un défi majeur en Afrique.

La composante 3 du projet SafeVeg souhaite recruter un étudiant doctorant afin de développer des pratiques agroécologiques pour le contrôle du flétrissement bactérien. Le candidat retenu travaillera avec l'équipe du projet SafeVeg pour une durée de trois (3) ans ce qui devra lui permettre de préparer et soutenir sa thèse de Doctorat. Il sera inscrit dans une des universités nationales soit au Bénin, au Burkina Faso ou au Mali et rattaché à l'une des Institutions Nationales de Recherche pour ses travaux de terrain.

Direction et supervision de la thèse

Une équipe multidisciplinaire sera constituée autour de la thèse afin d'assister le doctorant dans ses activités. Un chercheur de l'unité HortSys du Cirad, spécialisé dans la gestion du *Ralstonia solanacearum* participera à l'encadrement de l'étudiant en collaboration avec l'équipe de supervision à l'université.

Responsabilités du Doctorant

- Effectuer une revue de la littérature sur la thématique de recherche ;
- Conduire les travaux de recherche en lien avec son sujet ;
- Réaliser la collecte et l'analyse des données en lien avec son sujet ;
- Participer à la formation des stagiaires et des producteurs ;
- Participer à des séminaires et conférences dans la sous-région et à l'international ;
- Rédiger périodiquement des rapports d'activités, des articles scientifiques (suivant les exigences de son Université d'inscription) ;
- Produire une thèse de doctorat.

Critères d'éligibilité / Profil recherché

- Niveau d'études minimum requis : Master 2 dans le domaine de l'agronomie et/ ou de la pathologie végétale ;
- Avoir des connaissances sur la problématique du maraîchage en zones urbaines et péri urbaines ;
- Rigueur, autonomie, adaptabilité, sens de l'organisation ;
- Bon niveau anglais scientifique (écrit, parlé) ;
- Aisance pour la pratique d'un logiciel d'analyse de données ;
- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Avoir une expérience en microbiologie et en phytopathologie, notamment avec les bactéries phytopathogènes, serait un plus.

Dossier de candidature

Les candidats sont invités à soumettre leur dossier de candidature contenant :

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé ;
- Une description (deux pages maximum) des activités et collaborations proposées dans le cadre du projet ;
- Une copie des relevés de notes de Master (M2) ;
- Liste des publications, s'il y a lieu.

Le dossier doit être en un fichier unique en format PDF. Les candidatures doivent être envoyées par email à burkina-faso@cirad.fr en mettant en copie safeveg.cirad@gmail.com avec objet : *doctorat_safeveg_cirad_hortSys* au plus tard le 29 juillet 2022 à 23 heures 59 (UTC-GMT). Les candidats seront d'abord évalués sur la base des dossiers soumis et ceux présélectionnés feront un entretien avec une équipe de recrutement.



Edification de la paix

WANEP-Togo lance la célébration de ses 20 ans d'existence

La branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP-Togo) procède au bilan de son exercice 2021. Une Assemblée générale, organisée ce mardi 21 juin à Lomé, a permis à cette structure de passer en revue les différentes activités menées l'année dernière et de dégager des résolutions pour une meilleure efficacité et efficience dans son fonctionnement. La rencontre, qui répond aux exigences statutaires, a également servi au lancement de la célébration de ses 20 ans d'existence.

Cette Assemblée générale, axée sur le thème « WANEP-Togo face aux défis de paix et du réseautage : analyse et recommandations », a connu la présence effective des organisations membres du Réseau. Il visait deux objectifs principaux à savoir faire le bilan des activités menées par cette structure en 2021 pour apprécier le degré d'atteinte des indicateurs de son Plan stratégique 2021-2025, puis dégager des pistes de réflexions pour les 20 ans à venir en s'inspirant de ses 20 ans de parcours. La première session de l'Assemblée générale a donc été consacrée à la présentation et à la validation des différents rapports, notamment le rapport moral, le rapport d'activité, le rapport financier et le rapport d'audit. « A travers la présentation des rapports, il s'agit pour nous de voir en quoi nous avons fait un pas pour la paix à travers les 11 projets que nous avons menés en



2021 et qui ont mobilisé plus de 5000 personnes. Il s'agit aussi de voir en quoi nous avons failli. Toute organisation est confrontée à des défis et des challenges et nous ne faisons pas exception. Nous avons donc jeté un regard rétrospectif et critique sur nos différentes activités et interventions, nous nous sommes posés les bonnes questions pour mieux se positionner pour les années à venir », indique Da-do Nora Noviékou-Amedzenu, Coordinatrice nationale de WANEP-Togo. La deuxième session, consacrée au

réseautage, a été pour les participants à l'AG l'occasion de revenir sur le parcours de WANEP-Togo durant ces 20 dernières années. De nouvelles adhésions au Réseau ont été également validées et une réflexion a été menée sur un projet conjoint autour du triptyque Paix-justice-cohésion sociale. Aussi, les participants ont parcouru l'état de mise en œuvre des résolutions prises à l'AG du 22 mai 2021 et pris de nouvelles résolutions pour une année 2022-2023 réussie. « Les challenges auxquels nous faisons face sont multiformes. Dans cette logique, nous avons un plan stratégique 2021-2025 qui a anticipé en prenant en compte les questions liées à l'extrémisme violent. Mais naturellement, pour avoir déjà fait un an avec ce plan stratégique, nous avons fait une évaluation pour voir si nos interventions ont été efficaces et s'il y a des choses à améliorer. L'AG a été pour nous le cadre propice pour apprécier ce qui a été fait et améliorer un certain nombre de points pour que les quatre ans restant pour notre plan stratégique puisse être efficaces », précise Mme Noviékou-Amedzenu. A noter que cette Assemblée générale lance également les 20 ans de WANEP-Togo. Les célébrations courent du 21 Juin au 21 septembre qui est la journée internationale de la Paix.

Avec Société Civile Médias



● Table d'honneur à l'ouverture de l'AG



● Vue partielle des participants à l'AG

Football / transfert

Le Bayern Munich s'offre Sadio Mané !

Arrivé en provenance de Southampton à l'été 2016, Sadio Mané, récent vainqueur de la CAN et finaliste de la Ligue des Champions, quitte Liverpool et la Premier League. Le Sénégalais évoluera désormais sous les couleurs du Bayern Munich.

C'est un grand coup réalisé sur le marché des transferts. Annoncé depuis plusieurs semaines, le transfert de Sadio Mané (30 ans) vers le Bayern Munich est désormais officiel ! Finaliste de la Ligue des Champions avec Liverpool, l'attaquant international sénégalais (86 sélections, 28 buts) quitte donc le club de la Mersey alors que son contrat courait jusqu'en juin 2023. Sous le maillot des Reds, le joueur passé par le FC Metz aura notamment remporté le championnat d'Angleterre en 2020 après avoir soulevé la prestigieuse coupe aux grandes oreilles en 2019. Le FC Bayern a recruté Sadio Mané du Liverpool FC. L'attaquant de 30 ans a signé un contrat avec les champions d'Allemagne

du record jusqu'au 30 juin 2025», indique ainsi le communiqué du club pour officialiser la nouvelle. Une belle recrue qui signe donc un contrat de trois ans avec le Bayern Munich.

Sadio Mané s'offre un nouveau challenge XXL !

Auteur d'une nouvelle saison retentissante avec la formation dirigée par Jürgen Klopp, sacrée en Coupe d'Angleterre et en Coupe de la Ligue anglaise, le numéro 10 des Reds s'est engagé contre un chèque d'un peu moins de 40 millions d'euros (bonus compris) avec le Bayern Munich, champion d'Allemagne en titre. Fort de 23 buts et 5 passes décisives en 51 matches toutes compétitions confondues, Sadio Mané, couronné lors de la

dernière Coupe d'Afrique des Nations avec les Lions de la Teranga, fait d'ailleurs office de favori, en compagnie de Karim Benzema, pour le prochain Ballon d'Or, désigné le 17 octobre prochain. Aux côtés de Mohamed Salah ou encore Roberto Firmino, Mané n'a cessé d'éblouir de sa technique et de sa vivacité le Royaume de Sa Majesté. En Bundesliga, le Sénégalais va donc découvrir un nouveau terrain de jeu dans une formation bavaroise d'ores et déjà armée pour espérer soulever un nouveau trophée sur la scène européenne. Pour cela, la formation munichoise va désormais s'appuyer sur les coups de génie du gamin de Sedhiou.

Avec footmercato.net

Lutte contre les nouvelles menaces sécuritaires

Sensibilisation des professionnels des établissements touristiques

Une centaine de responsables d'établissements touristiques venus de Lomé et de l'intérieur du pays ont été réunis ce lundi 20 juin 2022 par les ministres de la sécurité et de la protection civile et de la culture et du Tourisme autour du thème : l'implication et la contribution des professionnels des établissements touristiques dans la prévention et la lutte contre les nouvelles menaces sécuritaires au Togo.

L'objectif poursuivi par les deux membres du gouvernement est de former et sensibiliser ces responsables sur leurs rôles dans la lutte contre le terrorisme au côté de l'Etat. Le général Damehane Yark et Dr Gbényo Lamadokou ont dans leurs interventions sollicité leurs interlocuteurs à plus de professionnalisme au niveau de leurs établissements, ils les ont invités particulièrement à l'obligation du remplissage des fiches de police par les clients. Pour les émissaires du gouvernement, après les attaques dont notre pays a été victime chaque citoyen doit contri-



buer à la sécurité du pays. Deux communications ont marqué cette réunion à savoir le contrôle de police dans les hôtels et sites d'hébergement et les apports des professionnels des établissements touristiques dans la coproduction

de sécurité. Les échanges qui ont suivi les communications ont permis aux participants de s'accorder sur un certain nombre de règles à adopter en vue de prévenir les menaces terroristes.

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

TOUTE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE D'ICI ET D'AILLEURS



Economie



Finances



Entreprises ...



+228 92 10 93 53 / 97 25 84 84

leconomistetogo@gmail.com

www.leconomistedutogo.com

l'économiste du Togo

@economisteTogo